L'exécution du contrat entre professionnels

SOMMAIRE	2
Les effets du contrat.....	2
La force obligation du contrat entre les parties.....	2
L'effet relatif envers les tiers.....	3
L'inexécution du contrat	4
L'exécution forcée par nature	4
L'exécution par équivalent.....	5
L'annulation.....	5
La résolution.....	5
La résiliation	5
La révision.....	6
La responsabilité contractuelle	7
Le dommage	7
La faute contractuelle.....	7
Le lien de causalité	7
Les causes d'exonération	9
La force majeure.....	9
Le fait de la victime.....	9
Le fait d'un tiers.....	9

L'exécution du contrat entre professionnels

Les effets du contrat

La force obligation du contrat entre les parties

Les parties qui se sont librement engagées sont tenues de respecter le contrat.

- Si elles ne le font pas, elles sont susceptibles d'engager **leur responsabilité contractuelle.**

Le contrat est la loi des parties.

- Elles ne peuvent pas le modifier unilatéralement.

Seuls les contrats valablement formés ont un effet obligatoire.

« Les contrats obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que leur donnent l'équité, l'usage ou la loi »*.

- La jurisprudence tire de cette disposition des conséquences pratiques.
- Les parties doivent exécuter **loyalement** les obligations mises à leur charge.

Ex.: un chauffeur de taxi doit emmener son client à destination en empruntant le chemin le plus court.

- **Chacune des parties doit trouver un avantage comparable à l'avantage de l'autre partie.**
- les parties sont tenues à **un devoir de coopération.**

Ex.: dans un contrat de travail, l'employeur et son salarié collaborent (échange d'information).

En cas de conflit, le juge va vérifier les conditions de validité du contrat:

- ✓ conditions de fonds,
- ✓ conditions de forme,
- ✓ respect des principes fondamentaux du droit des obligations (l'équilibre, la sécurité...).

L'effet relatif envers les tiers

Article 1199 du Code civil : « **Le contrat ne crée d'obligations qu'entre les parties. Les tiers ne peuvent ni demander l'exécution du contrat ni se voir contraints de l'exécuter (...).** »

- Le contrat ne crée donc ni droits ni obligations à l'égard des tiers (personnes étrangères au contrat).

Exemple

Le nouvel occupant d'un logement n'est pas tenu de poursuivre le contrat d'électricité de l'ancien locataire ;

- **ce contrat ne lie que les parties signataires.**

Les exceptions

Des tiers peuvent être concernés par le contrat,

- Qui crée une charge pour autrui,
- Qui profite à autrui.

Le contrat crée une charge pour autrui

- **Le porte-fort promet l'engagement d'un tiers** (*vente d'un bien en indivision*)
- *Les héritiers qui acceptent la succession sont tenus par les contrats passés par le défunt comme s'ils les avaient passés eux-mêmes ; ils succèdent aux droits et créances du défunt. Ils sont aussi tenus des dettes.*

Le contrat profite à autrui

- **La stipulation pour autrui**

Une personne (le stipulant) obtient d'une autre personne (le promettant) qu'elle s'engage envers une troisième personne (le tiers bénéficiaire) restée étrangère à cette convention.

L'assurance vie

Dans ce contrat, **une personne** (le stipulant) **convient avec son assureur** (le promettant) **que celui-ci versera une somme d'argent à une troisième personne** (par exemple, la fille du stipulant – tiers bénéficiaire) **à son décès.**

L'inexécution du contrat

Si les parties n'ont pas réglé à travers des clauses particulières (clause résolutoire...) l'évolution et l'exécution de leur contrat,

- le Code civil organise les recours envisageables en son article 1217.

En cas de silence du contrat ou de conflit, le recours au juge est indispensable.

L'exécution forcée par nature

Au cas où le débiteur refuse de s'exécuter, le créancier peut l'obliger à respecter les obligations mises à sa charge.

Ex.: l'acheteur oblige son vendeur à livrer le matériel.

- **Le créancier va donc réclamer l'exécution forcée en nature du contrat.**

2 conditions :

- ✓ **Une mise en demeure:** acte qui constate le retard du débiteur et apporte la preuve de son caractère volontaire),

Ex.: sommation par voie d'huissier

- ✓ **Un titre exécutoire** (titre qui prend la forme d'un jugement/acte notarié, qui permet de recourir à la force publique)

Ex. : une saisie mobilière

« La partie envers laquelle l'engagement n'a pas été exécuté, ou l'a été imparfaitement, peut :

- ✓ *refuser d'exécuter ou suspendre l'exécution de sa propre obligation (exception d'inexécution);*
- ✓ *poursuivre l'exécution forcée en nature de l'obligation;*
- ✓ *solliciter une réduction du prix ;*

- ✓ *provoquer la résolution du contrat ;*
- ✓ *demander réparation des conséquences de l'inexécution.*

Les sanctions compatibles peuvent être cumulées ; des dommages et intérêts peuvent s'y ajouter. ».

L'exécution par équivalent

Dans certaines situations, l'exécution en nature n'est pas possible,

- *une pièce unique objet du contrat ne peut pas être remplacée par un objet identique si cette pièce est perdue (tableau ou bijou)*
- ***Autre forme de réparation : le versement de dommages-intérêts par le débiteur au créancier.***

*Les dommages-intérêts correspondent à **une somme d'argent versée au créancier et qui est destinée à compenser le préjudice subi du fait de l'inexécution du contrat.***

Dans certains cas, les dommages-intérêts ne sont pas dus.

- **Il en est ainsi en cas de force majeure***

Ex.: la chute d'un arbre sain à la suite d'une tempête

L'annulation

L'inexécution d'un contrat synallagmatique, c'est-à-dire dont les parties contractantes s'engagent réciproquement l'une envers l'autre, offre des voies de recours particulières.

La résolution

Le créancier qui ne réussit pas à obtenir satisfaction peut demander au juge la résolution du contrat,

- ***l'anéantissement rétroactif du contrat synallagmatique.***

La résiliation

Remettre les choses au même et semblable état qu'auparavant est parfois impossible.

- **Les contrats à exécution successive.**

Ex.: dans un contrat de travail, l'employeur ne peut pas rendre au salarié sa force de travail.

Dans ce cas, le contrat est résiliable :

- ses effets passés demeurent, mais il ne peut plus produire d'effet pour l'avenir.
- ***La résiliation est donc l'anéantissement pour l'avenir d'un contrat synallagmatique à exécution successive.***

La révision

Elle concerne les contrats à exécution successive

- *les circonstances économiques viennent à changer et l'équilibre initial entre les prestations est rompu,*
- **Théorie de l'imprévision.**

Article 1195 Code civil

Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant.

Le contrat peut-il être révisé ?

- ✓ **Le contrat, loi des parties**
- ❖ **Une renégociation du contrat entre les parties est obligatoire avant tout recours au juge.**
- ❖ Pendant cette phase, les obligations doivent être respectées telles qu'elles découlent de la conclusion du contrat.
- Adaptation du contrat (Ex.: prix),
- ✓ **Le recours au juge d'un commun accord**
- ❖ Après échec de la renégociation par les parties
- ❖ Si les parties n'ont pas décidé la résolution

- Le juge pourra demander à l'une des parties de réviser le prix ou y mettre fin.

La responsabilité contractuelle

Responsabilité engagée du fait de l'inexécution ou de la mauvaise exécution du contrat.

La mise en œuvre

Le débiteur qui ne respecte pas sa parole contractuelle engage sa responsabilité contractuelle qui suppose la réunion de 3 conditions:

- ✓ un dommage,
- ✓ une faute contractuelle,
- ✓ un lien de causalité.

Le dommage

Atteinte subie par une personne

- dans son corps (dommage corporel),
- dans son patrimoine (dommage matériel ou économique),
- dans ses droits extrapatrimoniaux (atteinte à l'honneur).

Exemple

Celui qui attend aujourd'hui une marchandise qu'il ne reçoit pas subit un dommage.

- Il ne peut pas revendre la marchandise ;
- il ne peut pas non plus en disposer.

La faute contractuelle

Elle provient d'une inexécution ou d'une mauvaise exécution du contrat.

Ex. : non livraison ou livraison tardive de marchandise.

La cause importe peu ; le dommage tient au fait que les projets du cocontractant sont perturbés par cette situation.

Le lien de causalité

Cela veut dire **qu'il existe entre la faute contractuelle et le dommage un lien de cause à effet.**

Ex.: un dommage tel que la perte d'un client, a été provoquée par une faute contractuelle comme le retard de livraison.

Focus

La faute contractuelle n'est pas appréciée de la même façon selon qu'il s'agit

- ✓ **d'une obligation de résultat,**
- ✓ **d'une obligation de moyens.**

L'obligation de résultat

Le débiteur s'engage sur un résultat donné.

- **Si ce résultat n'est pas obtenu, le débiteur est présumé fautif.**

Toutefois, celle-ci peut être écartée si le débiteur de l'obligation établit l'existence d'une **cause d'exonération**.

Exemple :

Dans un **contrat de transport**, le transporteur s'engage à faire parvenir une marchandise dans un lieu donné et en un temps donné.

S'il ne respecte pas sa parole contractuelle,

- **il engage automatiquement sa responsabilité.**

L'obligation de moyens

Le résultat n'est pas promis.

- **Le débiteur est seulement engagé à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour y parvenir.**
- Si le résultat n'est pas obtenu, le débiteur n'est pas présumé fautif.

Pour établir une faute, le créancier devra démontrer qu'il y a eu **imprudence ou négligence de la part du débiteur**.

Exemple :

Si le docteur ne guérit pas son patient, il n'est pas présumé automatiquement en faute,

- Le patient devra prouver

- ✓ que le médecin a commis une négligence ou une imprudence.
- ✓ Il devra démontrer qu'il n'a pas mis à son service toutes les ressources de ses compétences.

Les causes d'exonération

Pour échapper à la mise en œuvre de sa responsabilité, le débiteur dispose de trois moyens :

- **la force majeure,**
- **le fait de la victime,**
- **le fait d'un tiers.**

La force majeure

Événement extérieur aux parties et irrésistible.

Ex.: une tempête détruit un hangar dans lequel était entreposé de la marchandise appartenant à une autre personne que le propriétaire.

Le fait de la victime

Lorsque le comportement de la victime apparaît comme la cause exclusive du dommage,

- il supprime la responsabilité du débiteur.

Ex.: une personne munie d'un titre de transport monte dans un train en marche ou bien traverse une voie de chemin de fer au lieu d'emprunter le passage souterrain.

Le fait d'un tiers

Si le fait d'un tiers est la seule cause du préjudice subi par la victime,

- le défendeur doit être exonéré.

Ex.: un voyageur agressé dans un train par un autre voyageur invoque la responsabilité contractuelle de la SNCF ;

- *Ecartée en prouvant que le dommage a été causé par le fait d'un tiers, imprévisible et irrésistible.*